

EBAUCHES DE PLANS DU CHAPITRE 7
INTEGRATION EUROPEENNE ET POLITIQUES ECONOMIQUES ET SOCIALES

L'UNION EUROPEENNE ET LA DYNAMIQUE DE L'INTEGRATION REGIONALE

1. Dans quelle mesure la participation à l'Union Économique et Monétaire est-elle favorable aux pays membres ?

I L'U.E.M a des effets positifs

A : Le marché unique : chance pour la croissance économique (avantages du libre échange et spécialisation dans avantages comparatifs + ↑ de la concurrence → ↓ des prix + incitation à l'investissement et à la concentration et éco d'échelle).

B : La monnaie unique gérée par la BCE renforce ces effets (politiques budgétaires plus autonomes + disparition des commissions de change et transparence sur les prix + € fort permet la désinflation compétitive).

II L'U.E.M présente des effets pervers

A Le carcan pesant sur les politiques de relance de type keynésien : (Critères de convergences et PSC + politique de la BCE restrictive, + politiques budgétaires procycliques).

B Une construction inachevée (Risque de concurrence fiscale et de dumping social + manque de coordination et passager clandestin + déficit démocratique)

2. Montrez que l'intégration économique peut favoriser les pays européens les moins développés, mais que l'élargissement de l'union économique se heurte à des difficultés.

I : La constitution d'un espace économique unique peut accélérer le développement des pays européens les plus pauvres.

A Elargissement des possibilités de production et de consommation (économie d'échelle+ bienfaits de la concurrence+ Avantages du libre échange)

B A condition que des politiques appropriées soient mises en place (réductions des inégalités régionales+ Croissance de l'Irlande, Espagne, Portugal) °

II Mais un doute subsiste dans la capacité des politiques économiques à réduire les inégalités.

A l'Union européenne ne dispose pas des moyens budgétaires requis (transferts financiers supplémentaires+ Risque de blocage des institutions à 27) °

B Le libre échange comporte des inconvénients (concurrence de pays à coût salarial et dumping social + Protectionnisme nécessaire pour les industries naissantes)

3. Après avoir décrit les différents modèles de protection sociale en Europe, vous montrerez les difficultés de mise en œuvre d'une Europe sociale.

I : les différents modèles

A Bismarckien (assurantiel + Financement par les cotisations sociales + gestion tripartite)

B Beveridgien (assistanciel + financement par l'impôt + géré par l'Etat)

C Typologie d'Esping-Andersen (reste libéral anglo-saxon + universaliste social démocrate Danemark)

II les difficultés de mise en œuvre d'une Europe sociale

A L'Europe s'est construite sur un modèle libéral (théorie du libre échange + Pacte de stabilité)

B Marché du travail différents (du point de vue de la flexibilité + du coût salarial + du chômage)

C : L'Europe favorise le moins disant fiscal et social. (problème d'intégration du plombier polonais + Dumping)

4. Dans quelle mesure les pays membres de l'UEM disposent-ils de marge de manœuvres suffisantes en matière de politique économique ?

I : Ces marges sont réelles

A En matière de politique budgétaires (choix des impôts des dépenses et des déficits) + l'€ facilite le recours à l'emprunt en diminuant la prime de risque et donc les taux d'intérêt ;

B du côté des politiques structurelles (disparition progressive des services publics en situation de monopole au profit des servies universels + politiques sociales encore très diverses, (bismarckiennes ou.assistance, fiscalisée ...)

II mais ces marges sont insuffisantes pour faire face aux défis contemporains

A Une contrainte budgétaire forte (PSC+ + effet boule de neige de la dette + contrainte extérieure limitant les politiques de relance d'inspiration keynésienne + compétition entre Etats membres incitant à ↓ des dépenses publiques)

B Des politiques européennes rigides (Politique monétaire unique inadaptée en cas de choc asymétrique + politique de concurrence bride les politiques industrielles n'aboutissent pas forcément à la baisse des prix

5. Dans quelle mesure les pays membres de l'UEM disposent-ils de marge de manœuvres suffisantes en matière de politique économique.

I : Une politique économique sous contrainte

A la politique monétaire échappe à la souveraineté nationale dans le cadre de l'UEM (BCE indépendante+ taux de change de l'€+ : lutte contre l'inflation = objectif prioritaire)

B les instruments de la politique budgétaires sont encadrés par le PSC et les critères de convergence (stabilisateurs automatiques cependant)

II Mais la contrainte peut-être efficace et relative

A les contraintes sont efficaces (stratégie de Lisbonne incitent aux politiques de l'offre + Politique monétaire efficace en cas de chocs symétriques + Principe de subsidiarité permet à la fois la convergence des services publics mais aussi maintien des prérogatives des Etats en matière de protection sociale, justice, éducation)

B l'assouplissement des politiques monétaires et budgétaires (↓des taux d'intérêts directeurs à la suite de la crise financière de 2008, absence de respects des critères + autonomie en cas de chocs asymétriques)

LES NOUVEAUX CADRES DE L'ACTION PUBLIQUE

6. Après avoir présenté les effets positifs attendus des politiques monétaire et budgétaire menées dans la zone euro, vous en montrerez les limites.

I les effets positifs

A Une politique monétaire commune menée pour combattre l'inflation (BCE, si inflation faible nécessaire dans une perspective monétariste)

B La politique budgétaire est sous contrainte budgétaire (à la main des Etats, keynésien, critères du traité de Maastricht, limitation déficits évite l'effet d'éviction.

II Pourtant.

A Un manque d'efficacité (performances éco décevantes chômage, faible croissance, Problèmes de coordination),

B critères trop contraignants en période de récession (déficits nécessaires à la relance keynésienne)

7. Après avoir caractérisé l'évolution des services publics dans les pays de l'Union européenne, vous analyserez ses effets.

I L'évolution vers des services universels

A La notion de services publics (prise en compte des externalités et des biens collectifs)

B Les services publics à la française (monopoles publics + statut fonction publique + péréquation tarifaire.

C Organisation critiquée par les libéraux concurrence plus efficace services universels préférables pouvant être confiés à des entreprises privées

II Les conséquences de cette évolution

A Une plus grande efficacité économique (baisse des prix des transports aériens, et des télécom, économies pour les finances publiques)

B les risques d'oligopoles privés (élimination des concurrents par les grandes entreprises dotées d'économies d'échelle, remontée des prix cf. prix des SM)

C Missions de services publics peu compatibles avec la logique d'entreprise (Hôpitaux de petites villes, postes de campagnes.)

8. Après avoir caractérisé l'évolution des services publics dans les pays de l'Union européenne, vous analyserez ses effets.

I l'intégration à l'union européenne crée de nouveaux cadres pour les services publics

A La notion de service universel se substitue à celle de service public

B cf. nature libérale de l'UE et donc vertus de la concurrence

II Mais les effets sont contrastés dépendant des héritages et des traditions nationales

A Effets positifs (déréglementation + ↓des déficits publics)

B Effets négatifs (précarisation croissante de l'emploi + flou de la notion de service universel + aménagement du territoire)

9. Après avoir rappelé les objectifs et les instruments des politiques conjoncturelles, vous présenterez les difficultés rencontrées par ces politiques dans la zone euro.

I Objectifs et instruments

A Objectifs (carré magique, Keynésiens = relance de la croissance et de l'emploi, Monétaristes = lutte contre l'inflation pour garantir le pouvoir d'achat et la compétitivité)

B Instruments : (politique budgétaire : dépenses +recettes+solde, politique monétaire: appréciation ou dépréciation du taux de change, taux directeurs utilisés pour la relance ou la rigueur.

II Difficultés

A BCE indépendantes des pouvoirs publics : recherche appréciation € au détriment de la compétitivité des exportations, la politique monétaire ne peut pas être utilisés en cas de chocs asymétriques

B Les politiques budgétaires sont sous contrainte ; pacte de stabilité et de croissance, les stabilisateurs automatiques jouent plus difficilement leur rôle, les politiques tendent à être procycliques, sacrifice de la croissance et des investissements publics

10. Les gouvernements de L'union européenne mènent actuellement des politiques dites d'austérité (appelées encore politique de rigueur). Vous vous interrogerez sur l'efficacité de ces politiques.

I Des politiques efficaces

A Imposées par la contrainte extérieure et l'Europe

B conformes à la théorie monétariste et à la théorie de l'offre.

II Mais...

A Privilégient la lutte contre l'inflation au détriment de l'emploi

B Injustes socialement

11. Vous montrerez que les politiques de lutte contre l'inflation adoptées par les pays de l'union européenne depuis le début des années 1980 peuvent contribuer au recul du chômage, mais qu'elles peuvent aussi parfois l'aggraver.

I La politique de désinflation compétitive

A Objectifs et moyens (rigueur monétaire baisse des coûts de production +↓ des déficits budgétaires)

B Résultats (désinflation incontestable + rétablissement de l'équilibre extérieur + monnaie forte).

II Mais

A difficile à mettre en œuvre (salaires + ↑compétitivité faible car désinflation générale effets pervers des taux d'intérêts élevés)

B des coûts sociaux importants (chômage + demande effective déprimée)

12. Après avoir rappelé les grandes orientations d'une politique économique de relance, vous mettrez en évidence les contraintes que rencontre aujourd'hui une telle politique dans les pays de l'union européenne

I Les politiques de relance d'inspiration keynésienne

A Objectifs (carré magique)

B Politique budgétaire expansionniste + redistribution (pmc élevée quand revenu faible).

C politique monétaire de baisse des taux d'intérêt

II butent sur des contraintes grandissantes

A accroissement des déficits et de la dette publique

B Contrainte extérieure

C Chômage structurel